

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 88

Genève, le 29 novembre 2013

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : Humanitaire.ws et MCI

Les Yanomami des rios Marauíá et Preto créent l'association Kurikama

C'est par la fête traditionnelle du "Hearu" qu'a commencé la IIIe Assemblée générale des Yanomami des rios Marauíá et Preto. C'est une fête pour laquelle les Yanomami se peignent le corps avec de l'[urucum](#) et du [genipapo](#), s'affrontent et dansent dans une forte démonstration culturelle. Ils étaient 250 représentants de treize villages de la municipalité de Santa Isabel do Rio Negro, dans l'État d'Amazonas. L'objet central de cette réunion était la constitution d'une association susceptible de renforcer les liens entre les différents villages et de définir des stratégies collectives pour faire face aux politiques publiques inefficaces qui ne prennent pas en compte la réalité Yanomami de cet État. Les statuts de l'association ont été discutés de manière approfondie pour que tous en comprennent le fonctionnement. Il faut souligner l'institution du "Conseil Yanomami" formé par les leaders traditionnels de chaque village. Ce Conseil représente la plus haute instance de décision après l'Assemblée générale qui a encore élu une "Coordination générale" et un "Conseil de surveillance" après la présentation des candidats de chaque village. Quatre ONG étaient également représentées : le Service et Coopération avec le peuples Yanomami – [SECOYA](#), Rios Profundos, la Mission salésienne et Pró Amazônia. Plusieurs administrations publiques avaient envoyé des représentants : le District Sanitaire spécial Yanomami et Ye'kuana - DSY, le Front ethno - environnemental Yanomami de la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, l'Institut Chico Mendes de Conservation de la biodiversité – IMCbio et le Secrétariat de l'Education de Santa Isabel do Rio Negro. Le représentant de la FUNAI a eu à entendre les innombrables plaintes et revendications des Yanomami qui se sentent abandonnés depuis que la Fondation a supprimé les postes de surveillance en 2010. La délégation du DSY n'a pas échappé aux reproches. Selon les Yanomami, la population est en permanence dans une situation d'insécurité avec l'augmentation de la malaria et des maladies infectieuses, la précarité des infrastructures, le défaut d'équipements. Tout cela associé au manque de médecin dans la région et l'impréparation des professionnels de santé.

Le nom de l'association - Kurikama - n'a pas été choisi au hasard. Il est celui d'un mythe et aussi celui d'une jeune Yanomami. Pour se protéger d'un déluge qui menaçait tout le peuple Yanomami, une jeune fille a été décorée avant d'être jetée dans les eaux. Son sacrifice a permis de sauver le peuple. Kurikama s'est alors transformée en esprit. Les Yanomami sont d'avis que le mythe est lié à leur vécu actuel. Le logo de l'association – une jeune fille au bord d'une rivière - est un hommage à cet esprit.

La déforestation, en baisse depuis 2008, est repartie à la hausse

À mi-novembre, l'Institut national (brésilien) d'enquêtes spatiales – [INPE](#) a diffusé les résultats de ses observations relatives à la déforestation. Entre août 2012 et juillet 2013, la forêt de l'Amazonie légale a perdu 5'843 km². Par rapport à la même période 2011 – 2012 pendant laquelle elle avait perdu 4'571 km² cela représente une augmentation de 28%. Cette progression n'est pas générale dans tous les États de la région. La hausse est le fait de six États : Amazonas (562 km² ou + 7%), Maranhão (382 km² ou + 42%), Mato Grosso (1'149 km² ou + 52%), Pará (2'379 km² ou + 37%), Rondônia (933 km² ou + 21%) et Roraima (185 km² ou + 49%). En 26 ans, l'Amazonie a perdu 402'600 km². Depuis 1988, la déforestation a connu quelques pics importants : 29'059 km² en 1995, 25'396 en 2003 et 27'772 km² en 2004. Depuis cette année-là, sauf en 2008, la baisse a été continue.

Plusieurs spécialistes ont analysé ces résultats pour l'association [O eco](#). Pour Roberto Smeraldi des "Amis de la Terre", les instruments de contrôle peuvent et doivent être améliorés. Pour Márcio Santili de l'Instituto Socioambiental – ISA, l'importance de la déforestation montre un certain relâchement du système de contrôle; c'est un signe évident que le gouvernement fédéral n'a pas fait son travail. Pour Paulo Baretto de l'ONG Imazon, le risque de déforestation est lié à trois composantes : les menaces, l'exposition et la vulnérabilité. C'est comme la grippe dit-il, vous avez besoin de trois éléments pour la contracter : la présence d'un virus, la proximité avec une personne infectée et un système immunologique qui permet son entrée. À amnistier les auteurs de déforestation et de désaffectation des aires protégées, le

gouvernement a augmenté la vulnérabilité, ou, pour utiliser une métaphore, il a affaibli le système immunologique. En fait, P. Baretto fait allusion à l'application du nouveau code forestier.

Pour le ministère de l'[environnement](#), le dernier niveau de déforestation atteint fin juillet 2013 est le deuxième plus petit taux observé depuis 1988. Il admet des problèmes ponctuels dans les États du Pará, du Mato Grosso et du Maranhão. Izabella Teixeira, la ministre de l'environnement a relevé que les chiffres reflètent des cas spécifiques. Selon elle, il y a eu plus d'un millions d'opérations de contrôle dans la région : *"Nous avons combattu la déforestation tous les jours impliquées dans des actions contre la déforestation... Jamais nous n'avons eu moins de 1'000 personnes impliquées dans des actions de lutte contre la déforestation"*. La ministre a également défendu le nouveau code forestier. *"Il n'y a pas moins de possibilités de régulariser les déforestations illégales"*. Cependant, après avoir minimisé cette progression de la déforestation, la ministre a [réuni](#), le 22 novembre, les représentants des États de l'Amazonie légale pour renforcer, avec le concours de ces États, la lutte contre la déforestation. Et, le 27 novembre, lors de la 112^e réunion du Conseil national de l'environnement - CONAMA, la ministre a annoncé de nouvelles [mesures](#) pour mieux surveiller le territoire; elle a indiqué que l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources renouvelables – IBAMA, étudiait la possibilité d'utiliser des drones.

Le [WWF-Brésil](#) relève qu'en Amazonie la déforestation se concentre sur les fronts d'expansion de l'agriculture et de l'élevage, mais aussi dans les zones proches d'axes routiers. Il note également que la déforestation n'est pas limitée à l'Amazonie, elle existe dans d'autres régions du Brésil. Elle est aussi une réalité dans les autres pays amazoniens. Pour l'organisation écologiste, il y a une urgente nécessité de renforcer la coopération entre ces pays pour combattre la déforestation et, surtout, valoriser la forêt sur pied. Selon André Dias, l'un des responsables du WWF, *"La science et les faits montrent que les parties de chacun des pays amazoniens sont connectées. L'équilibre de toute l'Amazonie dépend de son fonctionnement comme unité écologique. De là, l'importance du combat contre la déforestation dans tous les pays amazoniens"*.

Une première ratification de la Convention de Minamata adoptée le 10 octobre 2013

La [Convention de Minamata](#) qui vise à réduire la production ainsi que les utilisations du mercure a été adoptée le 10 octobre 2013 dans la ville japonaise de Kumamoto. Elle a été signée par 91 pays, parmi lesquels le Brésil et la Suisse, auxquels il faut ajouter l'Union Européenne*.

Les États-Unis, absents de la Conférence en raison de la fermeture (le [shutdown](#)) du gouvernement fédéral ont remis, le 6 novembre à l'ONU, leurs documents de [ratification](#) de la Convention. C'est le premier pays à faire cette démarche. La Convention entrera en vigueur quand cinquante pays l'auront ratifiée. C'est la Conseillère fédérale Doris Leuthard qui a [signé](#) la Convention pour la Suisse. Elle a annoncé que son pays allait investir 7,5 millions de CHF pour soutenir la mise en œuvre de la Convention, principalement dans le secteur de l'extraction artisanale d'or dont on sait comment cette activité affecte la santé des populations locales et leur environnement. Dans son [intervention](#), Izabella Teixeira, la ministre brésilienne de l'environnement a affirmé que le Brésil *"travaillera avec ardeur pour la ratification et la mise en œuvre de la Convention... C'est l'heure de protéger les êtres humains du mercure, C'est notre ambition et notre objectif."*

L'Institut International pour le Développement Durable - IIDD dont le siège est au Canada et qui a une antenne à Genève a publié un [compte-rendu](#) détaillé de la rencontre de Kumamoto.

Et en avril 2013, l'International POPs Elimination Network - IPEN a publié un ["Guide"](#) relatif à la Convention que l'ONG juge insuffisante pour atteindre les objectifs fixés tout en reconnaissant l'utilité pour le lancement de campagnes afin réduire au minimum la menace engendrée par le mercure.

*Voir AYA Info [No 79](#)

Bernard Comoli

Important : L'activation des liens hypertextes renvoie aux sources utilisées pour la rédaction de ce bulletin. Elles sont souvent en portugais, sauf quand il s'agit d'anciens "AYA Info".

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et parfois illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>